

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, je commencerai par dire que je suis un de ceux qui attendent avec plaisir le moment où le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) prendra part à un débat. J'admire son courage et surtout le spectacle qu'il offre à la Chambre.

Je dois avouer qu'aujourd'hui j'ai été assez désappointé. A une époque où, dans la collectivité planétaire, des centaines de millions de personnes crèvent de faim ou souffrent de sous-alimentation, j'aurais espéré que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, délaissant son rôle habituel, laisse paraître quelques marques de compréhension et de compassion pour ces peuples de la terre. J'aurais espéré qu'oubliant le jeu politique, il montre un peu de compassion et de sollicitude.

Dans ce débat sur l'ACDI, j'ai l'intention d'aborder deux questions: tout d'abord, l'idée que l'ACDI se fait de son rôle au sens général; ensuite, une fonction plus particulière de l'ACDI qui devrait provoquer notre pitié et qui devrait peut-être recevoir une nouvelle orientation. Pensant à l'idée que l'ACDI se faisait de son rôle, j'ai examiné avec intérêt les messages donnés par le président de cet organisme dans le rapport annuel des quatre dernières années. En 1971, le président déclarait:

Je nourris l'espoir que l'ACDI sera un jour réputée non seulement pour son caractère sérieux et judicieux, mais aussi pour son esprit créateur.

Une année plus tard, en 1972, le président indiquait:

Nous continuerons, à l'ACDI, d'utiliser avec prudence les fonds qui nous sont confiés, sans oublier toutefois que... nous devons rester ouverts aux initiatives et aux expériences nouvelles.

Une année plus tard, il semble que le concept du rôle de l'ACDI se soit légèrement modifié; en effet le président précisait que le temps lui semblait venu:

... d'entreprendre l'élaboration d'une vaste stratégie qui donnera encore plus de cohérence et de dynamisme à notre action.

Et finalement, dans le dernier rapport annuel de 1973-1974, le président admettait qu'en 1973-1974:

... l'ACDI a été mise à l'épreuve.

Il va jusqu'à dire que le moment est probablement venu:

... d'intensifier les efforts dans des domaines d'aide où le Canada excelle...

Si, au cours de l'année 1973-1974, la dernière pour laquelle nous ayons un rapport annuel, l'ACDI a été mise à l'épreuve, la question évidente qu'il nous faut poser est la suivante: «Comment l'ACDI s'est-elle comportée devant l'épreuve? L'a-t-elle surmontée?». A mon avis, la réponse est malheureusement non.

Nous avons tous lu les manchettes qui, depuis la fin de l'année dernière donnent aux Canadiens de graves inquiétudes au sujet des efforts de cet organisme international. Je lis des manchettes comme: «L'ACDI se presse de dépenser des millions», «L'ACDI ne s'écarte jamais des sentiers battus», «Une leçon qui coûte 4.4 millions de dollars à l'ACDI», «L'agence d'aide extérieure cherche surtout à dépenser», «Le développement est un vrai casse-tête pour l'ACDI», «L'ACDI, une sinistre plaisanterie?»; pourquoi de telles manchettes? Pour le savoir il faut remonter au rapport annuel de 1972-1973; le président y indiquait que

ACDI

cette année-là était marquée par une stratégie détaillée et complète et des lignes directrices fermes.

En 1973, dans son message de fin d'année intitulé «L'homme d'abord», le président de l'ACDI a consacré la première partie de la brochure à «La stratégie 1975-1980 se précise» et il déclarait qu'il était temps de redéfinir l'orientation de l'ACDI. Il poursuivait son discours par ces mots:

La mise au point de la stratégie des années 1975 à 1980 devrait atteindre son point culminant en 1974...

Je me demande ce qu'il est advenu de cette stratégie, ou si elle a été abandonnée car on n'en voit pas trace même si le 29 novembre 1974, devant le comité des prévisions budgétaires en général M. Gérin-Lajoie a déclaré:

En plus nous sommes en train de mettre au point la stratégie prévue pour les années 1975 à 1980. Je pense que le document dans lequel l'ACDI fera des recommandations sera soumis à notre ministre d'ici à quelques semaines, ou même quelques jours.

Je répète ma question, a-t-on abandonné cette stratégie? Et je demande encore: Où en est l'ACDI? Dans son dernier rapport, le président a déclaré que lui et son agence étaient dans une période d'essai. J'estime que cette période est terminée et que l'ACDI n'a pas obtenu les résultats que nous espérions et, j'en suis sûr, que le ministre espérait.

Un éditorial du *Journal d'Ottawa*, du 31 janvier 1975, se terminait par la phrase suivante:

Mais c'est précisément parce que M. MacEachen est responsable en la matière et qu'il favorise tellement en principe l'aide extérieure qu'il devrait prendre des mesures énergiques pour tirer promptement et pleinement au clair la question de l'ACDI.

Cela représente en quelque sorte une mise en demeure du ministre et tous les Canadiens attendent impatiemment sa réponse. Des réflexions de tout genre ont paru dans les journaux. On a dit, entre autres choses, qu'une réforme de l'ACDI était impossible, vu sa constitution actuelle. On suggère également que l'ACDI soit sous la régie directe du gouvernement. On a dit aussi que pour restaurer la confiance, une enquête approfondie s'imposait, suivie de recommandations et, au besoin, d'un remaniement de la direction. D'autres journaux sont malheureusement plus pessimistes. Dans le *Journal d'Ottawa*, du 27 janvier 1975, on peut lire ceci: Ceux qui savent ce qu'est l'ACDI vont être d'avis qu'il—c'est-à-dire le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen)—va avoir bien du mal à apporter des changements de conséquence.

● (2010)

Au sujet tout particulièrement du rôle de l'ACDI, de ce qu'il devrait être, et c'est ce que nous examinons actuellement, la *Gazette de Montréal*, du 15 octobre 1974, signalait dans un éditorial:

... L'ACDI met au point une stratégie d'aide fondamentale qui se concentrera davantage sur l'alimentation et l'agriculture.

Je m'empresse de dire que j'approuve cette initiative, tout comme j'ai approuvé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à Rome, lors de la Conférence internationale sur l'alimentation. La phrase que je vais vous citer était, à mes yeux, la plus importante du discours si impressionnant qu'il a prononcé, lors de la séance plénière de cette conférence:

Le Canada appuie énergiquement l'accroissement de la productivité de denrées alimentaires dans les pays en voie de développement, qu'il considère comme la clé maîtresse de toute stratégie pour combattre la faim.